

« Le meilleur des 2 » ? SEULEMENT SI L'ON Y CONTRAINT LA DIRECTION DE POLE EMPLOI TOUTES ET TOUS ENSEMBLE !

Le 18 juin 2009, le SNU, la CGT et SUD n'entendent pas laisser la Direction détruire les acquis sociaux du Statut de 2003 et de la Convention Collective du RAC : ils appellent l'ensemble du Personnel de Pôle Emploi à :

- Exiger l'ouverture immédiate de négociations pour une revalorisation salariale pour tous.
- Exiger la garantie qu'aucune mobilité forcée ne sera imposée (retrait des « fiches de vœux »).
- Exiger la fin du « nomadisme » et donc un aménagement des espaces de travail digne des usagers que nous recevons.
- Exiger l'arrêt du déploiement des sites mixtes avant les préconisations des expertises en cours.
- Exiger la réception et l'accueil des usagers en maintenant les agents sur leurs métiers initiaux (ex RAC et ex ANPE).
- Exiger que les portefeuilles de suivi soient plafonnés à 60 demandeurs d'emploi comme s'était engagée la ministre Lagarde.
- Exiger des renforts d'effectif immédiat et massifs en CDI pour répondre aux besoins des usagers dans le respect du service public, et donc exiger la titularisation des agents en contrats précaires (CDD, contrats aidés) et l'arrêt du recours aux recrutements d'intérimaires.
- Exiger l'abrogation du dispositif de l'Offre Reasonnable d'Emploi.
- Exiger la fin du travail d'auxiliaire de police.

Nous savons que cet appel est rejoint par des syndicats régionaux et locaux, c'est déjà le cas en IDF et PACA.

Les Directions de Pôle Emploi (nationale et régionales) passent en force dans les instances représentatives du Personnel, malgré l'opposition fondée de certains syndicats. La raison en est simple : **les Directions parient sur la résignation des personnels !**

Et pourtant, notre mobilisation a déjà commencé à payer : depuis le 1^{er} décembre 2008 et notre grande grève, la presse relaie régulièrement nos revendications. Notre Mobilisation a notamment permis que la DG demande aux opérateurs téléphoniques de revoir leurs tarifs d'accès au 3949. Notre mobilisation a permis que C. Charpy soit bombardé de questions au Sénat ou à l'Assemblée Nationale par des élus inquiets des effets du déploiement de la fusion. Il faut enfoncer le clou à présent.

Le 18 juin 2009, Toutes et tous en grève au Pôle Emploi !

Rejoignez les Assemblées Générales du personnel partout en France, communiquons avec la presse, nos usagers et interpellons les élus partout sur le territoire.

Mettons la Direction de Pôle Emploi et le gouvernement au pied du mur : ils doivent investir dans Pôle Emploi et ses personnels et agir avant la rentrée scolaire, AVANT UNE CATASTROPHE SOCIALE ANNONCEE DONT ILS SERONT RESPONSABLES !

